

L'UNION FAIT LA FORCE!



Les femmes des quartiers pauvres de Bombay se sont organisées pour faire reconnaître leurs droits auprès des autorités.



Pour plus de 100 000 habitants de Bombay, en Inde, rentrer «chez soi» c'est rejoindre un

quelconque abri exposé aux intempéries et situé au hasard dans l'une des rues grouillantes de la ville. Les femmes ici connaissent deux types de pauvreté : l'appauvrissement économique des revenus marginaux et la négligence sociale tout aussi oppressive des autorités municipales.

Mais un projet parrainé par le CRDI vise à changer cette situation. Le projet est dirigé par un organisme du nom de SPARC, la *Society for the Promotion of Area Resource Centres*. Il s'agit d'une organisation non gouvernementale (ONG) qui travaille directement avec les miséreux dans plusieurs villes dont Bombay. Le dynamisme de SPARC se manifeste dans sa capacité à agir non seulement comme organisme consultatif mais aussi comme un outil d'habilitation des femmes locales.

«Avant la création de notre organisation, lorsqu'une femme voyait un policier, elle se dépêchait de vérifier si elle avait assez d'argent pour

l'acheter au cas où...», déclare Sheela Patel, directrice de SPARC. À présent, elle ne craint plus même d'entrer au commissariat où on lui offrira peut-être le thé.»

Enseigner aux habitants des taudis et des abris de fortune de Bombay leurs droits face aux autorités est l'un des objectifs clés de ce projet de SPARC. Tout a commencé par l'enlèvement arbitraire des biens des sans-abri par la municipalité de Bombay qui a provoqué la création de SPARC.

En 1981, en effet, la municipalité décide que les abris de fortune sont illégaux et elle lance des campagnes de démolition et d'expulsion. Les groupes de droits civiques ont réussi, à l'époque, à faire surseoir les démolitions devant les tribunaux. Toutefois, en 1985, la Cour suprême renverse la décision et donne à l'État le pouvoir de détruire les abris.

C'est durant cette période qu'un groupe de personnes d'horizons aussi divers que le counselling, la santé communautaire, le bien-être des enfants et la science biomédicale décident de former SPARC. «Nous

avons presque tous travaillé avec d'autres institutions dans le domaine et nous avons constaté que les approches de l'assistance sociale ne fonctionnaient pas, déclare Patel. L'attitude des agences sociales du gouvernement était caractérisée par leur hésitation à défendre la cause des sans-abri.» Mais SPARC a relevé le défi et les résultats sont impressionnants.

L'équipe de SPARC a fait le tour de 6 000 foyers et a interrogé près de 27 000 résidents de taudis et d'abris de fortune, posant des questions sur l'histoire de chacun, le revenu, les structures familiales et d'autres sujets que personne n'avait pris la peine d'explorer jusque là. L'équipe a constitué une banque d'information pour établir les besoins des sans-abri.

On s'est rapidement rendu compte qu'il manquait aux femmes de l'information sur l'accès à certaines nécessités de base. La plupart des femmes, a-t-on constaté, étaient des migrantes des régions rurales de l'Inde, démunies de toute formation.

Elles étaient incapables de s'occuper de problèmes quotidiens comme de faire admettre un enfant à l'hôpital ou de s'adresser aux autorités municipales.

Les travailleurs de SPARC ont montré aux résidents des abris de fortune comment remplir les cartes de rationnement (qui donnent accès à des denrées alimentaires subventionnées) ainsi que les formules de demande de prêts bancaires et d'électricité. En plus de permettre aux familles de se procurer des aliments à meilleur marché, les cartes de rationnement constituent également une pièce d'identité et établissent un lieu de résidence. Cela est d'une extrême importance pour les squatters qui occupent un terrain gouvernemental et qui espèrent obtenir un jour la propriété juridique d'un petit arpent.

Dans la foulée des démolitions de taudis, les femmes ont commencé à prendre conscience de leurs droits juridiques. Elles ont commencé à adopter une attitude militante.

En 1989, un groupe de femmes occupant des abris de fortune dans les taudis du quartier «E ward» ont poursuivi la municipalité de Bombay en justice à l'occasion de la démolition d'un certain nombre d'abris. Entraînées par SPARC, les femmes avaient noté le numéro de la fourgonnette de la municipalité qui avait emporté leurs effets, et dressé une liste détaillée des biens enlevés de chaque abri. Les femmes ont obtenu gain de cause et récupéré leurs possessions. «Personne ne croyait que nous réussirions à organiser les habitants des taudis sur une si grande échelle», déclare Patel.

SPARC a également contribué à créer Mahila Milan, une organisation ayant pour but de constituer un groupe de pression plus puissant en faveur des femmes qui vivent dans les abris de fortune. Cette activité a commencé dans les taudis du «E ward» et s'est répandue dans d'autres quartiers miséreux comme Dharavi, Wadala, Goregaon, Mankhurd et Chembur.

«Personne ne fait attention à nous lorsque nous sommes seules, mais à présent nous sommes organisées et puissantes, déclare Laxmi Naidu, résidente du «E Ward» à Bombay et

membre du Mahila Milan. Comme individus, nous n'étions que des roseaux que l'on pouvait facilement faire plier; ensemble, nous sommes solides comme un roc.»

L'un des aspects de cette unité réside dans l'encouragement prodigué par Mahila Milan de faire des économies pour le logement : le plus gros problème des habitants des abris. Des représentants comme Leela Naidu recueillent chaque mois les petites économies des membres pour les déposer dans un fonds commun pour le logement.

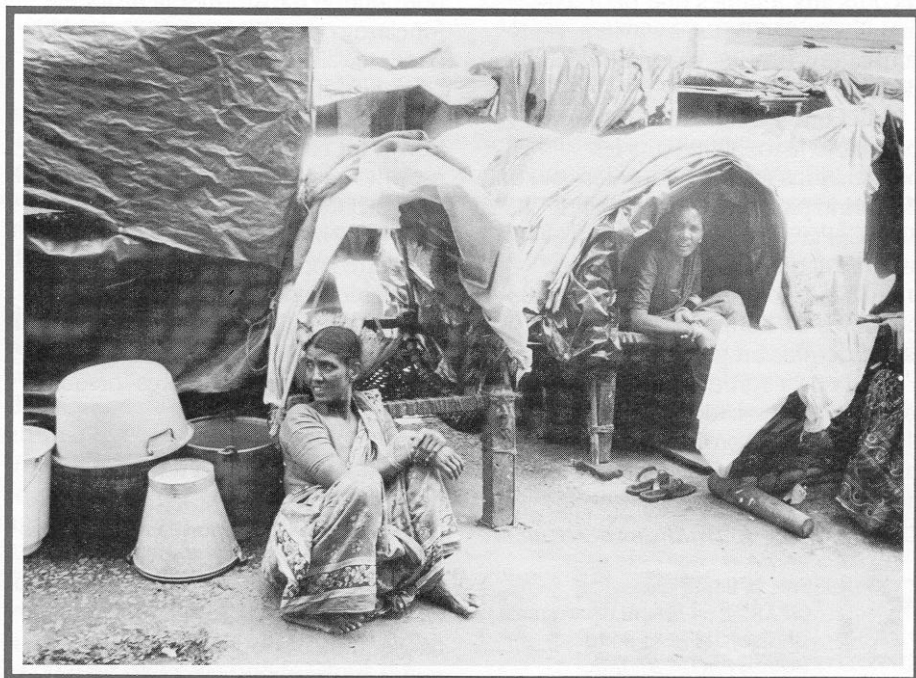
«Aussi modeste que soit la somme, les économies collectives s'additionnent avec le temps, déclare Naidu. En 4 ans, nous avons économisé jusqu'à 450 000 roupies pour le logement (environ 25 000 \$ US).»

Les femmes ont également mis de côté environ 40 000 roupies (environ 2 200 \$ US) en cas d'urgence. Lorsque des membres ont besoin d'argent pour des médicaments, pour se procurer des marchandises à vendre, pour des livres scolaires ou des vêtements pour les enfants, ils peuvent emprunter au fonds à un taux d'intérêt symbolique.

Le régime des prêts est utile car beaucoup de femmes qui vivent dans les abris de fortune survivent de justesse avec des revenus extrêmement limités. Selon l'enquête de SPARC, 74 % des habitants des taudis gagnent moins que le salaire minimum de 18 roupies de l'heure (1 \$ US). Les femmes constituent 27 % de la population active, mais plus de 90 % d'entre elles gagnent moins que le salaire minimum.

Avec l'aide de SPARC, Mahila Milan a lancé des projets qui génèrent des revenus pour les femmes en leur enseignant à brocher et à fabriquer des classeurs, des cartables et des articles décoratifs. Des classes pour adultes sont également offertes.

Mais les obstacles économiques qui confrontent les femmes de la rue ne sont que l'un des aspects du problème plus global de la planification urbaine, selon la coordonnatrice de SPARC, Mithu Gupta. «Chaque fois que des plans sont dressés, les maisons sont conçues selon des perceptions bourgeoises de la vie urbaine», déclare-t-elle. Le chef de la *National Slum Dwellers Federation* (NSDF), A. Jockin, ajoute sa voix à cette réflexion. «Les planificateurs urbains décident de façon arbitraire de ce qui



«Personne ne croyait que nous pourrions mobiliser les habitants des bidonvilles sur une aussi grande échelle», raconte Sheela Patel, la directrice de SPARC.

À QUI LA TERRE?

est bon pour les pauvres, en fonction de modèles généraux. Mais, bien souvent, ce type de macro-planification ne correspond pas aux besoins des pauvres en milieu urbain.»

La NSDF collabore avec SPARC en matière de recherche, de négociation et dans d'autres activités. Jockin estime que le moyen de combattre l'ignorance des autorités municipales et des planificateurs urbains consiste à aider les habitants des taudis à participer aux prises de décisions. «Les groupes de sans-abri ont des ressources limitées, explique-t-il, et c'est là que nous prenons la relève.»

Jockin évoque un exemple où la NSDF et SPARC ont participé à des rencontres relatives à un projet de la Banque mondiale pour fournir des logements adéquats aux pauvres. «Notre coordination avec SPARC a permis à 10 000 personnes de présenter des demandes de logements dans le cadre du projet. Livrées à elles-mêmes, elles n'auraient pas su comment s'occuper des formalités.»

Jockin signale également comment la collaboration a donné à la NSDF de nouvelles perspectives. «Jusqu'à récemment, les organisations comme la nôtre ont été dominées par les hommes, précise-t-il, et nous n'avions recours aux femmes que pour les manifestations. Mais, à présent, nous souhaitons qu'elles assument des rôles de leadership.»

Le fait que les femmes assument à présent le leadership dans les négociations avec les autorités est l'un des principaux gains du projet de SPARC. Patel reconnaît que les autorités gouvernementales et municipales commencent enfin, plus ou moins de bonne grâce, mais de façon de plus en plus résolue, à s'occuper du sort des habitants des gens de la rue. «L'idée maîtresse de SPARC et du projet du CRDI est de placer les femmes à la table de négociations», dit-elle.

Deepa Gablot, journaliste indienne.



Sheela Patel, directrice, (SPARC), 54 Miami Apartments Bhulabhai Desai Road Bombay 400 026, Inde



Zipporah Mutanga Musembi vit dans le district de Machakos au Kenya où elle a travaillé avec son mari sur

leur ferme de quatre hectares et demi depuis six ans. Lorsqu'il a secrètement décidé de vendre la ferme et de s'en aller, elle s'est retrouvée indigente. Les nouveaux «propriétaires» de la terre sont arrivés et ont démoli sa maison, obligeant les enfants plus âgés à quitter la seule maison qu'ils aient connue. Musembi a dû alors emménager chez sa grande soeur mariée.

L'exemple de Musembi n'a rien d'exceptionnel, selon Elizabeth Nzioki, chercheur. C'est l'histoire de bien des femmes rurales dans le monde qui ne peuvent posséder ou gérer une terre.

En 1987, Nzioki a lancé le projet *Access to Land Ownership in Kenya*. Elle a effectué une recherche à Mumbuni, dans le district de Machakos au Kenya, où elle a interviewé plusieurs femmes rurales dans le cadre de la réforme de la propriété foncière. Le projet s'est attardé aux répercussions de cette réforme pour les femmes oeuvrant dans le secteur agricole.

La législation en question a été introduite au Kenya en 1954. Elle avait pour but de transformer la propriété foncière coutumière en propriété libre par l'adjudication, la consolidation et l'enregistrement des terres.

Un effet majeur de cette réforme au Kenya fut l'émission de titres de propriété au nom du «chef de famille».

«Le problème avec cette législation, explique Nzioki, c'est que les terres avec titre sont presque exclusivement transférées à des hommes.» Nulle disposition ne prévoit comment définir les droits d'accès des femmes, ni comment partager les terres lorsqu'un couple se sépare, dit-elle.

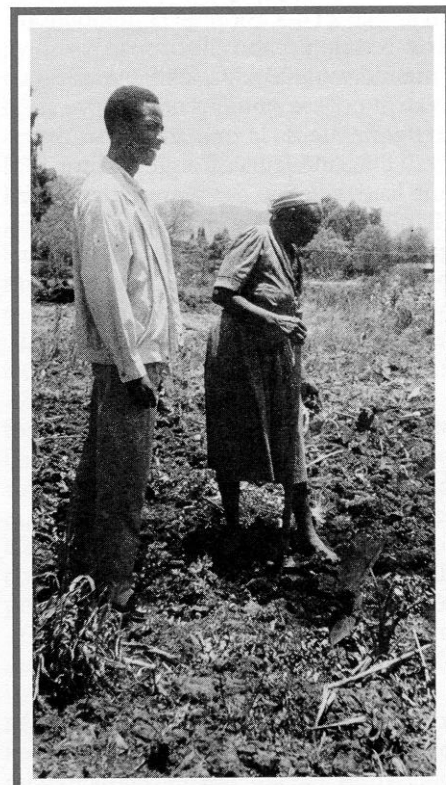
Cette situation a entraîné une «individualisation de la terre» en vertu de laquelle les hommes, grâce au titre de propriété, détiennent les pleins pouvoirs et possèdent les droits juridiques sur les terres de la famille. Nzioki souligne que cela a plusieurs conséquences pour les femmes. C'est que la plupart des terres sont reçues en héritage par les hommes chefs de famille plutôt qu'achetées. Ainsi, les

femmes doivent-elles compter sur les hommes pour disposer d'une terre. «Dans ce pays, dit-elle, les femmes n'héritent pas de terres; plutôt, elles dépendent presque entièrement de leur mari, leurs frères ou de la belle-famille pour obtenir une terre à cultiver».

Un cas typique est celui de Theresa Wayua, une mère célibataire avec six enfants. Elle était enceinte lorsqu'elle a quitté l'école secondaire. Sa famille, déshonorée, l'a renvoyée de chez elle.

«Après la mort de mes parents, raconte-t-elle, un de mes frères m'a donné un arpent où j'ai pu me bâtir une petite maison. Je travaille dans des fermes où l'on cultive le café comme ouvrière occasionnelle pour seulement 200 shillings kényens par mois (10 \$ US).» Son frère la pousse maintenant à s'en aller car il désire consacrer son arpent à un autre usage.

Wayua, comme beaucoup de femmes des zones rurales au Kenya, est tributaire d'un lien avec un homme pour disposer d'une terre.



Ngii Musyoki en compagnie de Tom Kyule de l'équipe de recherche.